

Communiqué de presse
Pour diffusion vendredi 28 mars, 16h00

Lutte contre la fermeture du bureau de poste public
**114 municipalités du Québec
appuient les résidents de Pointe-St-Charles**

Montréal, le 28 mars 2008 - Au moment de la fermeture du seul bureau de poste de Pointe-Saint-Charles, les citoyennes et les citoyens manifestent une fois de plus leur mécontentement face à l'entêtement de la Société des postes et au mutisme des élus conservateurs. « Postes Canada aurait tort de croire que la lutte est finie chez nous. Les citoyens sont toujours résolus à avoir un bureau de poste public dans leur quartier. Par ailleurs, tout le monde a déjà compris que Pointe Saint-Charles n'est que la pointe de l'iceberg » précise Karine Triollet, porte parole de la table de quartier Action-Gardien.

Un plan de fermeture plus complet

Le 20 mars dernier, Action-Gardien rendait publique une offre d'emploi de Postes Canada dans laquelle on pouvait lire que le mandat de la personne engagée serait de procéder à la fermeture et à la conversion de bureaux de postes en milieu urbain et en milieu rural.

Des municipalités en alerte partout au Québec

Même si les porte-parole fédéraux ont nié avec véhémence qu'une nouvelle vague de fermetures s'annonçait, la population québécoise n'est pas dupe. À preuve, plus d'une centaine de municipalités inquiètes ont fait connaître leur appui aux citoyennes et aux citoyens de Pointe St-Charles.

Une réponse insultante pour la population de Pointe-Saint-Charles

La semaine dernière, Postes Canada convoquait les représentants d'Action-Gardien à une rencontre quatre jours avant la fermeture prévue. Les délégués étaient à peine assis qu'ils se faisaient demander la raison de leur visite... pour ensuite se faire répéter les mêmes arguments maintes fois entendus pour justifier la fermeture.

«Les gestionnaires qui nous ont convoqués là répondaient peut-être aux ordres, mais les personnes qui ont donné ces ordres n'ont aucun respect pour la population de la Pointe» de déclarer Karine Triollet, présente à cette rencontre.

Des consensus incontournables

Par conséquent, nous disons aujourd'hui aux ministres Cannon et Fortier de même qu'à Mme Moya Greene, PDG de Postes Canada qu'il y a deux consensus dans notre milieu.

- Le premier est à l'effet de maintenir le comptoir postal public ouvert. Ce consensus est appuyé par les élus fédéraux, scolaires, municipaux, les citoyens, les organismes de développement économique du Sud-Ouest, le syndicat des travailleurs et travailleuses des postes. Jack Layton du NPD et Gilles Duceppe du Bloc Québécois appuient également notre lutte. Rarement aura-t-on vu un si large consensus dans une lutte initiée par la population.

- Le second consensus est à l'effet que «ce n'est pas fini». La communauté de Pointe-Saint-Charles s'est, de tout temps, battue pour obtenir, préserver et développer un milieu de vie complet et de qualité. Jamais, nous ne renoncerons à nos droits, à nos services publics et à notre droit à des services publics.

Et selon le syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, la fermeture du 1695 rue Grand Trunk ne signifie pas qu'il n'y a plus d'avenue possible pour assurer à la population de Pointe-St-Charles un service postal public accessible pour les citoyennes et citoyens.

Une fermeture à l'encontre du mandat public de Postes Canada

De fait, précise Mme Triollet, «cette fermeture va tout à fait à l'encontre du mandat de la société d'État qui est de garantir à tous l'accès à des services postaux publics de qualité et de proximité au meilleur coût possible. Notre comptoir postal est rentable économiquement et il est rentable socialement. »

« De plus, cette décision fait encore moins sens quand on sait que Pointe-Saint-Charles se développe. Il semble que toutes ces dimensions aient échappé aux adeptes de la privatisation et aux personnes qui exécutent les ordres d'en haut», conclut Mme Karine Triollet, porte-parole de la table de quartier Action-Gardien.

Un enjeu de la prochaine campagne électorale dans le comté

Cela ne nous gênera pas de faire de cette fermeture un enjeu des prochaines élections fédérales. Les députés conservateurs qui se sont illustrés, par leur mutisme, auront bientôt à répondre politiquement de cette fermeture, et pas seulement à Pointe-Saint-Charles.

- 30 -

Pour Info :

Table de concertation Action-Gardien

Karine Triollet : 514-509-0795

Site de la campagne : www.sttp.ca